

Nouvelle flambée de violence au Kasai: 23 morts

Congo-Kinshasa Bruxelles
déconseille d'aller au Congo
à l'approche du 19 décembre.

Le ministère belge des Affaires étrangères déconseille tout voyage non essentiel vers le Congo-Kinshasa à l'approche du 19 décembre, date officielle de la fin du second et dernier mandat du président Kabila – que celui-ci entend dépasser. A la colère de l'opposition, qui a annoncé des manifestations de protestation, jusqu'ici empêchées par les forces de l'ordre.

N'ayant pas organisé la présidentielle, comme le prévoit la Constitution, les autorités de Kinshasa ont annoncé le maintien au pouvoir de Joseph Kabila jusqu'à l'élection de son successeur, élection annoncée maintenant pour avril 2018. Les efforts de l'Eglise pour trouver un terrain d'entente entre le régime et l'opposition sont restés vains jusqu'ici et les évêques catholiques craignent la dérive vers "une situation incontrôlable".

Exactions des forces de l'ordre

Alors que des massacres sont régulièrement dénoncés au Kivu (est) depuis plusieurs années – en vain – et que des violences sporadiques éclatent régulièrement, depuis quelques mois, dans de grandes villes du pays après des exactions policières contre des civils, le Kasai (centre) est, depuis

août dernier, le théâtre de ce qui ressemble à la naissance d'une rébellion armée, qui vient de perpétrer une nouvelle attaque. A Tshikapa – capitale du Kasai diamantifère – cette fois, avec un bilan officiel de 23 morts.

Au départ, le grand chef de Bashila Kasanga, près de Tshimbulu (à 17 km de Kananga), Kamwina Nsapu, médecin ayant fait carrière en Afrique du Sud avant d'assumer la charge ancestrale, a organisé une protestation pour "débarrasser le Kasai central de tous les services d'ordre", auteurs de "tracasseries en tous genres" envers la population désormais exaspérée. Peu payés, beaucoup de services officiels profitent en effet de leur fonction pour rançonner les citoyens.

Lors d'une perquisition non légale de son domicile en son absence, la femme du grand chef est "abusée" – selon la communauté du Grand Kasai de Belgique – et des effets personnels "prélevés", y compris des objets rituels liés au pouvoir coutumier. Les autorités locales ayant refusé de le recevoir, le chef envoie des jeunes gens réclamer ses biens à la police. Huit morts.

Contre les symboles de l'Etat

De là, la situation dégénère, la police ayant lancé des expéditions punitives dans la région, qui font fuir les villageois en forêt; tué le grand chef Kamwina Nsapu le 12 août, au lieu de l'arrêter, et exposé des photos de son corps nu et "mutilé" sans permettre des funérailles coutu-

mières.

Depuis, les attaques de symboles de l'Etat – postes de police, bureaux des services de sécurité et de l'administration – se multiplient de la part de jeunes gens de la communauté du grand chef, que les autorités qualifient de "milice".

Au fur et à mesure des attaques, c'est classique, les rebelles s'aguerrissent. En septembre dernier, ils attaquaient l'aéroport de Kananga, faisant 49 à 100 morts.

Après diverses attaques secondaires, c'est la ville de Tshikapa qui a été assaillie vendredi soir; une partie de la ville a été prise par des combattants qui n'en ont été chassés que dimanche

soir malgré l'arrivée de renforts de la garde présidentielle. Le vice-gouverneur du Kasai (dont Tshikapa est la capitale) assure qu'il ne s'agit pas des miliciens de Kamwina Nsapu mais d'une "manifestation ethno-tribalo-politique" due à un autre chef, détrôné par son neveu, qui entendrait profiter des tensions dues à la fin du mandat de Joseph Kabila pour reprendre le pouvoir.

Marie-France Cros

19

DÉCEMBRE

Le dernier jour du dernier mandat légal de Joseph Kabila alimente les tensions.